



Le vendredi 3 septembre 2021

**Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,**

Alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation, le ministère refuse de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée.

1883 suppressions de postes en collèges et lycées, alors que les effectifs augmentent. Depuis 2017, les gouvernements Macron ont supprimé 7490 emplois alors qu'il y a eu 63 662 élèves en plus!

Le mépris ministériel récurrent se traduit également dans les revalorisations salariales actées ou proposées. Elles laissent un goût amer aux personnels alors que leurs attentes étaient fortes. La prime d'attractivité est loin d'être satisfaisante en termes de montant et de forme (indemnitaire et non indiciaire) et discriminante car laissant de très nombreux·ses collègues sans perspective d'augmentation.

Notre ministre continue de nous mépriser et a annoncé les informations de rentrée dans le JDD, journal payant. Il a inauguré de nouveaux canaux de communication officielle. Son été aura été fructueux : voyage à Tokyo pour les JO, écriture d'un ouvrage au nom prometteur « Ecole ouverte » et inauguration de nouveaux moyens de com, on peut dire qu'il n'aura pas chômé. Sans parler des tweets suite aux performances de nos champions en sports collectifs qui auront été recadrés sans tarder, et pas par des enseignants. On apprend donc dans la partie accessible à tous dans la version en ligne, que le niveau de la rentrée sera le niveau 2 qui a été modifié (sport de contact à l'intérieur); le protocole paru en juillet a été ainsi modifié sans que les professionnels en aient été avertis.

Concernant le plan sanitaire, dans une tribune du Monde, des médecins et enseignant.es, dont le SNUipp-FSU, appelaient à une prise en compte sérieuse de la situation. En choisissant le niveau 2 parmi les quatre déclinaisons des protocoles, identique sur tout le territoire, le ministre ne prend pas en compte la diversité de circulation du virus et s'entête dans un déni dangereux. Le port du masque est maintenu en intérieur, mais il est suspendu en extérieur, alors que le variant Delta s'y diffuse davantage que l'Alpha du printemps dernier. Les brassages de divers groupes sont possibles sur les temps de repas. En bref, on lève les mesures lors des activités les plus à risque, quitte à d'annihiler les effets des mesures de non brassage respectées au sein des

classes. Le fait de devoir accueillir les élèves d'un enseignant absent et non remplacé pose également question.

De plus, malgré les annonces sur une aide (non chiffrée) aux collectivités pour doter les établissements de capteurs de CO<sub>2</sub>, peu d'écoles en bénéficieront à la rentrée. Rien non plus sur un équipement en purificateurs d'air ni pour accompagner l'installation de systèmes d'aération qui pourtant permettraient de prévenir d'autres contaminations telle que la grippe. Quant aux tests de dépistage, leur nombre insuffisant et leur organisation assez aléatoire et ponctuelle ne constituent pas une mesure adaptée pour éviter des fermetures de classes en cascade. C'est une véritable stratégie de tests deux fois par semaine qu'il faudrait développer pour une prévention efficace. C'est d'ailleurs une demande du Conseil scientifique qui indique dans sa note d'alerte du 20 août que *"les études de modélisation suggèrent qu'une adhésion de 50% de la population scolaire à un dépistage bihebdomadaire permettrait de garder les classes ouvertes si les enfants trouvés infectés sont renvoyés à leur domicile."* Reste le principe d'une fermeture de classe dès le premier cas identifié, une mesure heureusement conservée.

Pour maintenir le service public d'éducation ouvert, ce sont bien des mesures de prévention contraignantes qu'il faut mettre en œuvre, en les différenciant selon les territoires en fonction de l'état de l'épidémie. Même si chacun et chacune aspire à retrouver des relations et une école d'avant pandémie, la rentrée doit se faire dans les meilleures conditions possibles en assurant la sécurité des élèves, des personnels et des familles, et par là même de la population.

Au niveau départemental, nous déplorons qu'une fois encore, les AESH fassent les frais d'un manque de vision et de prospective ; il est anormal, alors que les enseignants savent avant la fin de l'année scolaire où ils travailleront, que les AESH ne soient prévenus que la veille de la rentrée ; c'est les maintenir dans une situation de précarité et très insécure dont ces personnels, sans qui l'école inclusive ne pourrait se faire, n'ont pas besoin. Nous déplorons également le nombre d'enfants qui ne seront pas accompagnés dès la rentrée dans notre département, comme au niveau national d'ailleurs. Nous souhaiterions d'ailleurs en connaître le nombre exact pour les Landes et les raisons : est-ce un problème de recrutement ? D'enveloppe budgétaire ?

Concernant la carte scolaire, le SNUipp-FSU regrette que l'ouverture sur le RPI Bretagne/Bascons/Artassenx n'ait pas eu lieu au mois de juin. Si elle est décidée aujourd'hui, cela obligera les équipes et les enfants à s'adapter dans l'urgence ; pour certains enfants, cela signifiera changer d'enseignant.e et peut-être de lieu et donc une désorganisation du transport scolaire.

**Nicolas Fayemendy, co secrétaire départemental FSU**

